

NOUVELLES D'ESPAGNE



SEPTEBRE, 1961
N° 60

SOMMAIRE

20

page

L'Union des Forces Democratiques poursuit son action.	1
Premier trimestre 1961 de commerce exterieur.	2
L'Argentine democratique ne veut pas donner son adhesion au regime franquiste.	2
Adhesion des Galiciens au Pacte de Paris	2
Dure repression au pays basque	3
La dispersion de l'industrie automobile.	4
Le meilleur des mondes a besoin de deux millions et demi d'em- plois supplementaires	4
Encore une preuve que l'Espagne est "un monde meilleur" ce que l'on depense pour des livres	5
Après des pluies trop abondantes, la secheresse et la grêle .	5
Du nouveau sur les inversions étrangères	6
Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol tient son VIII Congrès habituel en exil	6
Persecuter pour survivre	8
Recensement du bétail en 1960	9
Malgré la grandeur de la Croisade	10
Pouvoir purificateur de la Croisade	11
Circulation fiduciaire	12
Les arrestations et les tortures continuent	13
L'enseignement primaire en Espagne	14

REPRODUCTION AUTORISÉE

BUREAU D'INFORMATION ET DOCUMENTATION DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL
69, RUE DU TAUR - TOULOUSE (HAUTE-GARONNE) FRANCE - TÉL. 22-25-22

L'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES POURSUIT SON ACTION

Récemment, les représentants des partis politiques et des syndicats qui forment L'Union des Forces Démocratiques (U.F.D.), se sont réunis.

Comme l'on sait, cette coalition est formée des :

- Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.
- Gauche Démocrate Chrétienne.
- Parti Nationaliste Basque.
- Action Nationaliste Basque.
- Union Générale des Travailleurs.
- Solidarité de Travailleurs Basques.

Les ex-députés de Galice Antonio Alonso Rios, Elpidio Villaverde et Ramon Suárez Picallo ainsi que la "Commission Intersociétaire Galicienne" de Buenos-Aires ont rendu publique leur adhésion à l'U.F.D.

Parmi les accords pris dans cette réunion figure celui de la distribution des fonctions directives de la coalition. La présidence a été donnée à la Gauche Démocrate Chrétienne et le Secrétariat Général au Parti Socialiste Espagnol, laissant à ces partis le soin de désigner les personnes qui couvriront ces postes.

Le restant des accords pris, sur le régime interne et l'action à mener en Espagne, témoignent du dynamisme de l'U.F.D.

Sa constitution, ainsi que les fins qu'elle poursuit, ont eu dans l'opinion publique de l'emigration espagnole et dans les milieux politiques d'Espagne un grand retentissement.

Le fait que les forces politiques et syndicales qui forment l'U.F.D. (celles qui ont déjà adhéré ainsi que la possible adhésion de la C.N.T. avec laquelle ont est en pourparlers) soient toutes de tendance indéniablement démocratique, étrangères donc au Phalangisme et au Communisme, ne permettra pas au despote qui ténarise l'Espagne d'accuser l'U.F.D. d'être une association communiste ou maçonnique, suivant son interchangeable habitude. Il sera également difficile au "Caudillo" de continuer à exploiter devant l'opinion publique l'éternel dilemme "moi, ou le communisme" avec lequel il effraie la bourgeoisie espagnole.

La formule politique de l'U.F.D. : renverser la dictature et donner au peuple espagnol la possibilité de choisir librement le régime qu'il voudra, en s'engageant tous à l'accepter, s'inscrit dans le droit des peuples à autodéterminer leur régime politique et est une position politique juridiquement impeccable, juste et pacificatrice.

"L'Internationale Socialiste", la "Confédération Internationale des Organisations Syndicales Libres" et la "Confédération Internationale de Syndicats Chrétiens" ont rendu publique leur adhésion à cette formule politique pour résoudre le problème espagnol.

L'U.F.D. jouit donc d'une grande audience et d'un grand appui sur le plan international, dans l'opinion démocratique, parmi les forces politi-

ques et syndicales en exil et dans les milieux politiques d'Espagne. Ses possibilités sont grandes, son action est difficile ; mais ses objectifs, qui sont autement humains et démocratiques, ne peuvent pas laisser indifférente l'opinion démocratique du monde. Ne pas la comprendre ou ne pas l'aider equivaudrait à perpétuer le malheur de l'Espagne ou à rendre possibles les plus tristes événements pour notre pays.

PREMIER TRIMESTRE 1961

DE COMMERCE EXTERIEUR

Importations	:	15.547	millions	de	pesetas
Exportations	:	11.931	"	"	"
Déficit	:	3.616	"	"	"

Ainsi que nous l'avions prévu, le commerce extérieur de l'Espagne, dès que l'austérité de stabilisation relâche sa rigueur pour les achats extérieurs, retombe dans sa tendance déficitaire. Le déficit du premier trimestre -3.616 millions de pesetas, c'est à dire 60,2 millions de dollars- n'est pas un grain de sable.

Heureusement pour le "Caudillo", les touristes du monde libre l'aident largement à surmonter ces difficultés.

Les hommes libérés du monde démocratique aident le Caudillo pour qu'il puisse continuer à priver de liberté les Espagnols.

L'ARGENTINE DEMOCRATIQUE NE VEUT PAS DONNER SON
ADHESION AU REGIME FRANQUISTE

Buenos Aires- "La Prensa" publie une déclaration du Bloc de Deputés Radical National et Populaire et maintient que : le télégramme adressé au Général Franco pour le 25ème anniversaire de son avènement au pouvoir "ne constitue pas une attitude diplomatique personnelle du Docteur Frondizi, avec le fait aggravant qu'il compromet le peuple argentin, le faisant paraître solidaire du lamentable épisode de la chute de la République Espagnole et de la prise de pouvoir par la dictature que, depuis lors, règne dans ce pays".

ADHESION DES GALICIENS AU PACTE DE PARIS

Buenos Aires.- Les ex-deputés galiciens Antonio Alonso Ríos, Elpidio Villayerde et Ramón Suárez Picallo ont envoyé leur adhésion aux accords pris à Paris par les partis opposés au régime du Général Franco. (Union de Forces Démocratiques.)

En même temps ils communiquent que dans l'acte célébré par la "Commission Intersociétaire Galicienne pour fêter le 25 anniversaire du Statut Galicien, on décida à l'unanimité d'appuyer "le front des partis politiques

espagnols, faisant état de leurs aspirations autonomistes plebiscitées par le peuple galicien".

D U R E R E P R E S S I O N A U P A Y S B A S Q U E

La police franquiste continue ses arrestations, ses mauvais traitements et ses tortures au Pays Basque sur des éléments qu'elle considère opposés au régime. Maintes fois, un simple soupçon, sans aucun fondement, puisqu'elle même a souvent rectifié et mis en liberté les détenus, a donné lieu à d'inexcusables violences physiques et morales.

Autour de quelques actes de sabotage, sans ampleur, mais significatifs, commis vers le 18 Juillet, la police de Franco a redoublé considérablement ses activités. Des bruits, non confirmés, évaluent à quelque soixante-dix les détenus dans la province de Guipúzcoa et à cent dix dans celle de Viscaye, étant pour la plupart des éléments de tendance nationaliste basque.

Voici une liste de cas concrets d'arrestation effectués dans cette région, qui nous est parvenue par voie digne de foi et comprend des faits connus jusqu'au 12 Août dernier :

La liste, non complète, pour San Sébastian est la suivante :

Arrieta Felix, mécanicien, employé des machines à coudre "Alfa". A été victime de tortures exceptionnellement graves. Célibataire ; 26 ans. Il a été tranferé à Madrid.

Narvaiza Eustaquio. Eibar. Employé dans un^eentreprise privée.

Aguirregomezcorta Pedro. Eibar. Employé aux ateliers Arizaga, Basterrica et Compagnie.

Ormaechea Alejandro. Eibar. Employé aux industries T.E.G.

Eizaguirre José Antonio. Eibar. Employé des ateliers Miguel Carreira et Compagnie.

Echezarraya. Elgoibar, habite Eibar et est le neveu du prêtre du même nom.

Urbieta José. San Sebastian. Marié, 28 ans. "Dantzari" (danseur) du ballet basque-français "oldarra". A été mis en liberté.

Baberdi Ignacio. San Sebastian, vieux quartier. Célibataire; 24 ans. Employé aux "Meubles Avala". Tranferé à Madrid.

Ferran. San Sebastian. Vieux quartier.

Quesada José Maria. San Sebastian, vieux quartier. Célibataire, 27 ans. Employé à l'Union Verrière.

Echave Juan José. Mondragon. Célibataire, 25 ans. Chef d'atelier aux Fonderies Elma. Mis en Liberté après avoir été terriblement maltraité.

Laspiur Manuel. Eibar. Marié, 32 ans. Représentant. Professeur de langue basque.

Larramendi Ignacio. San Sebastian. Marié, 32 ans. Electricien spécialisé. Propriétaire de l'auto-station du même nom.

Basurto Ignacio. San Sebastian. Célibataire, 32 ans. Employé de l'administration.

Lizarralde José. San Sebastian. Marié 36 ans. Propriétaire d'un magasin de tissus rue Garibay.

Urrestarazu Evaristo, étudiant de Sciences Economiques à Bilbao. Domicilié à San Sebastian. Célibataire, 21 ans.

Albisu Rafael. San Sebastian. Marié, 30 ans. Ingénieur à "Herederos de Ramón Mugica". Irun.

Par ailleurs, sont arrivés à la prison de Martutene (San Sebastian) venant de Bilbao :

Fuentes, domicilié à Munguia (Viscaye)

Madariaga Julian, de Bilbao. Marié, 30 ans. Avocat. Propriétaire de l'agence de voyages "Sireica", fermée depuis 1960 par ordre du gouvernement.

Zarraga, représentant de produits pharmaceutiques.

Ont demandé asile politique à la France :

Arizabaleta Javier, de Mondragon. Marié, 26 ans. Serrurier.

Uribealgo Jesus, de Mondragon. Marié, 29 ans. Serrurier polisseur.

LA DISPERSION DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

D'après les faits exposés dans la réunion des actionnaires de la S.E.A.T., il y a en Espagne 16 usines qui fabriquent des voitures et des camions. La production totale, cependant, a été seulement de 56.000 en 1960 (estimation du "Mémoire de la Banque Centrale"). La moyenne par usine et par année est donc de 3.500 véhicules pour 1960. A titre de renseignement, pour permettre de faire des comparaisons avec d'autres pays, il convient de savoir que "Berliet" (France) a construit 12.411 véhicules de plus de 5 tnn.

LE MEILLEUR DES MONDES A BESOIN DE DEUX MILLIONS ET DEMI D'EMPLOIS SUPPLEMENTAIRES

Monsieur Solis, ministre de ce mystérieux ministère dont on ne sait exactement quelle est la fonction -à part celle de donner de bonnes places

aux vétérans phalangistes- a déclaré devant le Conseil Economique Syndical d'Alicante : "il faut créer deux millions et demi de nouveaux emplois pour que aucun Espagnol ne se voit dans l'obligation d'émigrer".

S'il y a ce besoin de créer autant de postes de travail, c'est qu'il y a deux millions et demi de travailleurs sans emploi.

Le fait est doublement étonnant parce que les bureaux syndicaux où l'on contrôle les chômeurs n'ont enregistré beaucoup plus de 100.000 ouvriers sans travail, et Mr. Solis, en vantant les bienfaits du régime affirma que "partant à zero, avec l'héritage d'une Espagne brisée" -il oublie qu'ils ont été les auteurs de cette misère- le Mouvement a créé des nouveaux systèmes d'arrosage, il a planté des millions d'arbres, il a apporté beaucoup de choses, parmi elles le développement des élevages -qui sont inférieurs à ceux d'avant guerre- et a même transformé "le paysage et physionomie de notre pays".

Cet insigne ministre, qui n'a pas rougi en déclarant devant le Premier Congrès Syndical de la C.N.S. que l'Espagne était "un monde meilleur", n'arrive pas à nous expliquer qu'alors que l'on a créé tant et tant de richesses, alors que l'Espagne est un "monde meilleur", il soit nécessaire de créer deux millions et demi d'emplois pour que les Espagnols ne se trouvent pas dans le besoin d'émigrer.

ENCORE UNE PREUVE QUE L'ESPAGNE EST UN "MONDE MEILLEUR": CE QUE L'ON DEPENSE POUR DES LIVRES

L'Institut National du Livre reçoit du Gouvernement neuf millions de pesetas par an. Ce qui représente 30 centimes par habitant et par an. Aux U.S.A. on investit trois dollars par habitant et par an, en Angleterre, en Allemagne et en Scandinavie plus qu'aux U.S.A.

C'est à dire, et ainsi l'affirme Jorge Goire dans "La Gaceta del Norte" les bibliothèques publiques de ces Etats sont "deux cents fois mieux fournies que les nôtres".

Il en va ainsi dans ce "monde meilleur".

APRES DES PLUIES TROP ABONDANTES, LA SECHERESSE ET LA GRELE

L'agriculture espagnole est lésée par la Grâce Divine. D'abord des pluies excessives ont empêché de semer le blé d'hiver. Ensuite la sécheresse a fait perdre une bonne partie de la récolte des blés de printemps. Maintenant la grêle et les bourrasques viennent augmenter ces malheurs ; dans certains endroits elles rasent, dans d'autres elles endommagent sérieusement les vignes, les orangers, les oliviers, les anandiers et les plantes basses -melons, piments, tomates, haricots, etc.-.

Etant donnée l'importance de l'agriculture dans l'économie espagnole, 1961 offre des perspectives franchement adverses.

Près de la moitié de la population espagnole vit de l'agriculture. La prospérité dans ce domaine a des répercussions notoires sur le marché intérieur et sur les industries qui vivent de ce marché.

DU NOUVEAU SUR LES INVERSIONS ETRANGERES

En Suisse, sous le contrôle de l'Union des Banques Suisses, le groupe INTRAS vient de former une Société d'investissements destinée uniquement à des valeurs de sociétés espagnoles. Les valeurs qui feront l'objet de ses spéculations appartiennent à des entreprises bancaires, d'électricité, de chimie ou sidérurgiques.

C'est à dire, les entreprises les plus rentables, celles qui sont sous le pouvoir des groupes les plus influents dans la pression économique. Il s'agit, en même temps, de groupements financiers bien vus du régime et qui sont la meilleure armée pour défendre et assurer la survivance du franquisme.

En investissant leur capital en Espagne, ces fieffés spéculateurs, ne se laissent pas divertir ni égayer par leurs sentiments altruistes.

En faisant fructifier leurs capitaux, ils ne perdent pas de vue qu'aider Franco c'est s'aider eux-mêmes.

LE PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL TIENT SON VIIème
CONGRES HABITUEL EN EXIL

Précédé par deux journées de travail du Comité Directeur, présidés par le vétéran militant Indalecio Prieto, qui eurent lieu le 10 et le 11 août, le P.S.O.E. a tenu son Congrès pendant les jours 12, 13, 14 et 15 du même mois, à Puteaux, municipalité socialiste des alentours de Paris.

La salle du Congrès était remplie par plus de 200 délégués directs des sections de France, Belgique, Tunisie, Algérie, Maroc, Caracas, México, Veracruz et Londres. Etaient représentés aussi, indirectement, les sections du Chili, de l'Argentine, l'Uruguay et d'autres pays où résident des membres du P.S.O.E. Parmi les délégués de l'Exil, les militants de la région parisienne étaient nombreux à la tribune publique.

En tant que délégués fraternels, assistèrent au Congrès et prononcèrent des discours d'adhésion et de bienvenue au Parti les camarades :

Jo Van Aynde : député d'Ambères et viceprésident du Parti Socialiste Belge. Il représentait, outre celui-ci, l'Internationale Socialiste.

Pierre Herbaut : pour le Parti Socialiste Français (S.F.I.O.) dont il est secrétaire général adjoint.

Kare B. Werner : pour le Parti Travailleiste Norvegien. Député au Parlement et secrétaire du "Norske Spania Komiteen".

Alfred Nau : pour le Parti Socialiste Allemand, dont il est trésorier.

Bob Edwards : pour le Parti Travailleiste de la Grande Bretagne. Député, ancien combattant de la guerre d'Espagne. Il parla au nom du Groupe parlementaire Travailleiste et du "Comité d'aide et défense aux démocrates victimes du franquisme".

John Clark : du Département International du Labour Party. Il adressa au Congrès un salut au nom de l'Exécutif du Labour Party.

Mahe : qui salua le Congrès, au nom du maire et de la municipalité de Puteaux, dont il est conseiller.

Les partis socialistes des U.S.A., du Danemark, de la Suisse et de l'Union Socialiste du Centre-Est de l'Europe envoyèrent des chaleureux messages de sympathie et d'adhésion à la cause de la libération d'Espagne.

La Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes était représentée par le jeune Docteur Carlos Martinez Cobo, secrétaire général de cette dynamique et nombreuse Fédération.

L'Union Générale de Travailleurs, qui, depuis sa fondation, a maintenu des liens étroits et des objectifs semblables avec le P.S.O.E., était représenté par Ruperto Rodelgo, membre du Comité Exécutif de l'Union Générale de Travailleurs.

Parmi les messages reçus d'Espagne, celui de la Gauche Démocrate Chrétienne mérite d'être spécialement mentionné. Il est ainsi rédigé : "La Présidence, le Conseil et le Comité Exécutif de la Gauche Démocrate Chrétienne sont honorés d'envoyer leur salut fraternel au VIIIème Congrès en exil du P.S.O.E. au nom de tous les authentiques démocrates chrétiens espagnols et d'y ajouter leurs vœux sincères pour le plein succès du dit Congrès qui servira non seulement à renforcer encore davantage le Socialisme espagnol - pion clé de la reconstruction démocratique de l'Espagne- mais aussi à consolider de manière décisive l'"Union de Forces Démocratiques" récemment créée et dont la Gauche Démocrate Chrétienne a été un des promoteurs en collaboration étroite et d'accord avec les représentants du P.S.O.E., de l'U.G.T. et d'autres groupes démocratiques.

Avec leurs souhaits chaleureux pour que le prochain Congrès du P.S.O.E. se tienne à l'intérieur de la patrie, ils réitérèrent leur salut à la Présidence, aux Délégations et, en général, à tous les congrésistes".

Comme les réunions du Comité Directeur, le Congrès était présidé par Indalecio Prieto, ex-député et plusieurs fois ministre pendant la période républicaine.

Les deux organismes -Comité Directeur et Congrès- approuvèrent la gestion de la Commission Exécutive qui fut exposée et défendue par le camarade Rodolfo Llopis, Secrétaire Général.

Le problème qui attira particulièrement l'attention du Congrès fut celui de la politique, largement discutée et approuvée presque à l'unanimité. Deux sections, uniquement, votèrent contre, et un petit groupe seulement vota contre la thèse politique essentielle. Celle-ci ratifie l'attitude politique constamment renouvelée dans tous les Congrès depuis 1948. En synthèse; cette attitude consiste en renverser le régime franquiste par tous les moyens, créer une situation de transition sans tendance institutionnelle -ni monarchie, ni république- restaurer les libertés démocratiques et célébrer des élections constituantes, sincèrement libres, à fin que le peuple espagnol choisisse le régime politique qu'il préfère et qui sera accepté de tous.

Le Congrès a élu par une écrasante majorité de votes le suivant Comité Exécutif :

Secrétaire Général : Rodolfo Llopis.

Vicesecrétaire : José Barreiro.

Trésorier : Carlos Martinez.

Membres : Paulino Gómez, Gabriel Pradal, Pascual Tomàs, Manuel Muíño, Miguel Calzada et Miguel Armentia.

C'est le même Comité Exécutif sortant, excepté Miguel Armentia qui remplace Salvador Martínez Dasi (celui-ci avait démissionné en septembre 1960).

Les socialistes exilés ont montré une fois de plus leur constance dans la lutte pour la liberté d'Espagne, leur dynamisme à peine épuisé par vingt et une années d'expatriation et leur foi toujours jeune dans le socialisme.

P E R S E C U T E R P O U R S U R V I V R E

Le régime franquiste ne peut vivre qu'en persécutant et opprimant l'opposition démocratique et toutes les oppositions quelles qu'elles soient. Il est vrai qu'il fait des différences et ne traite pas l'opposition monarchiste avec autant de rigueur que les autres. Là où il montre le plus de cruauté et de férocité c'est quand il s'agit d'ouvriers, de nationalistes basques ou catalans ; ou de cette rare espèce de catholiques non conformistes, qui ont pris le nom de chrétiens pour se différencier du catholicisme officiel et soumis.

Il a emprisonné des ouvriers de l'usine Marconi, a persécuté avec une férocité inouïe des nationalistes basques. Le voyage du Caudillo, par voie de la démocratie directe (à travers rues et places publiques) dans les terres andalouses, donne carte blanche à la police pour inventer un complot communiste, arrêter quelques douzaines de paysans et mettre l'étiquette bolchévique, de gré ou de force à chacun des détenus.

Les prêtres qui prêchent la paix et l'oubli des querelles civiles de 1936 à 1939, qui sont les moins nombreux, on n'ose pas les emprisonner, mais on les exile.

On a concentré à Bilbao une dizaine de socialistes et de membres de l'U.G.T. arrêtés en août 1960, pour être sévèrement jugés du délit de diffusion de propagande démocratique et d'extension des cadres de l'organisation clandestine du P.S.O.E. et de l'U.G.T.

Il est clair comme le jour que ces arrestations sont de caractère politique et que ces détenus ne sont pas des prisonniers de droit commun ni des délinquants contre la sécurité intérieure de l'état mais des prisonniers politiques jusqu'à la moelle des os. Cependant le Gouvernement franquiste dément qu'il y ait dans les prisons espagnoles des prisonniers politiques. Récemment, l'Ambassade espagnole à Berne diffusa un document tendant à montrer comme des vérités ces mensonges du régime franquiste. D'une part il accuse de communiste tous les détenus, ou presque, ce qui est un mensonge et un jeu politique, d'autre part il nie qu'il existe des prisonniers politiques. Il y en a, oui, tellement bien qu'ils lui servent comme une des activités politiques les plus marquantes pour s'attirer la sympathie de l'anticommunisme négatif.

Il est en effet suspect l'écho qu'a eu dans la presse espagnole le ténébreux complot des Pyrénées. Une demi douzaine de conspirateurs, sous les ordres de "El Campesino" tentèrent de prendre le Pouvoir d'assaut, en tuant

un carabinier et en blessant un autre. L'assaut du Pouvoir ne pouvait se faire, dans ces conditions, que par voie sans fil, c'est à dire par télégraphe. Il s'agit donc d'un complot d'opérette. Les opérettes du genre bouffe arrangent le régime pour permettre aux sbires de la Direction Générale de la Sécurité de déclencher, même sur la base d'aventures aussi fantastiques que celles de Peter Pan, des opérations de répression et pour justifier la terreur policière.

Par conséquent, le régime franquiste persécute et châtie pour anéantir l'opposition, sans y arriver jamais. Mais il persécute et châtie aussi pour montrer qu'il est un régime vigilant et fort. Quand il ne connaît pas l'existence d'activités subversives qui mettent en danger sa précaire existence, il les fabrique. S'il n'y a pas de communistes ils les invente. Quand on n'a pas un général Prín, comme à l'époque galante d'Isabelle II, pour entreprendre une attaque à travers les Pyrénées, on fait appel à un général de pacotille dont il n'est pas facile de savoir exactement au service de qui il est.

Pendant ce temps, alors que l'on joue la scène des conspirateurs fantômes, les véritables promoteurs de la vraie opposition souffrent dans les prisons espagnoles. Tandis que les uns jouent et mentent comme des fripons, la police maltraite avec une incroyable férocité les authentiques défenseurs de la démocratie espagnole.

R E C E N S E M E N T D U B E T A I L E N 1 9 6 0

Le Ministère de l'Agriculture vient de publier le recensement des élevages espagnols pour l'année 1960. Il nous semble utile de le reproduire en le comparant avec ceux de 1931 ; 1940 ; et déduire, d'après ces derniers, quels devraient être les chiffres actuels en fonction de l'augmentation de la population. Pour la commodité des calculs nous évaluerons à 24 millions la population espagnole pour 1931 (en réalité elle se situait entre 23,5 et 24 millions) à 26 millions pour 1940 (le chiffre exact était 25.877.971) et à 30 millions pour 1960 (le chiffre réel était 30.128.056 vers le milieu de l'année 60 d'après l'Institut National des Statistiques).

(En milliers de têtes)

<u>Recensement de 1931</u> (24 millions d'habitants)	<u>Recensement de 1940</u> (26 millions d'habitants)	<u>Recensement de 1960</u> (30 millions d'habitants)	<u>Devrait être en fonction de la population.</u>
Bovins... 3.654	3.897	3.640	4.567,5
Ovins.... 20.047	24.327	22.622	25.058,7
Porcins.. 5.102	5.611	6.032	6.377,5
Chèvres.. 4.008	6.244	3.300	5.010,0
Chevaux.. 563	572	506	703,7
Mulets... 1.175	1.239	1.158	1.478,7
Anes..... 1.004	851	675	1.255,0
35.553	42.741	37.933	44.241,1

Seuls les ovins et les porcins sont en augmentation en 1960 sur 1931. Si l'extrapolation ne peut être considérée valable économiquement à cause de la régression de l'usage de la traction animale, même si l'on tient compte du fait que les espagnols commencent à s'habituer à la consommation de viande che-

valine, (très rare avant la guerre civile) il est certain qu'elle devrait être valable pour le reste du bétail.

En comparant le recensement du bétail en 1940 et en 1960, un journaliste vereux (franquiste) qui collabore dans le journal "El Economista", met, à la fin de sa confrontation, la suivante remarque "Il convient de remarquer que le recensement de 1940 correspondait à des élevages qui avaient subi tous les dommages qui découlent de la décadence agricole née en 1931, et accentuée pendant les quatre années 1936-1939".

Remarquons que de 1931 à 1940 seuls l'élevage des mulets et celui des ânes étaient en régression, tous les autres étant en augmentation, malgré "la décadence agricole" et malgré les destructions et la consommation exagérée de la période 1936-1939, qui est celle de la guerre civile.

Mais, comment peut-on parler de "décadence agricole née en 1931", alors que l'on a traversé une guerre civile de près de trois ans et que l'on se retrouve avec un chiffre de bétail plus élevé?

Voilà encore en des nombreux mystères que la presse franquiste n'arrive pas à nous expliquer, malgré les bonnes écoles de journalisme créées par le régime, les écoles, ont été créées pour compenser, n'en doutons pas, la régression des élevages, notamment de celui des ânes que ni la République ni la Croisade n'ont pu arrêter sur la pente de la décroissance, malgré le formidable rendement des écoles de journalisme.

La confrontation s'avère bien défavorable au régime franquiste, juste au moment où il vient de fêter ses 25 ans de pouvoir absolu sur les vies et les biens des espagnols -encore davantage sur celles-là que sur ceux-ci- et que sa politique agricole et d'élevages, qui avait promis lors de son avènement au pouvoir de faire une révolution dans toute la vie du pays, est très loin d'avoir apporté quelque bénéfice à l'expansion économique de l'agriculture espagnole.

MALGRE LA GRANDEUR DE LA CROISADE

Malgré les travaux de colonisation, d'irrigation et d'assainissement annoncés par le Caudillo pendant sa tournée en Andalousie, la soif d'eau potable occasionne, dans le village de Pinos-Puente, l'accident mortel que l'agence CIFRA communique dans ces termes : "Malheureux accident à Pinos-Puente, Grenade, 4. Dans le village de Pinos-Puente, une habitante, nommée Josefa Jiménez Arias, 33 ans, mariée et mère de trois enfants, a été écrasée par un camion citerne. L'événement a causé une profonde émotion à cause du fait qui est à son origine. En effet, comme le village manque d'eau potable, bien qu'il en a assez pour les usages ménagers, un camion-citerne en apporte journalièrement de Grenade. A l'arrivée du camion, les habitants, devant le risque de rester sans le liquide nécessaire, se ruent sur le camion, avant même que celui-ci s'arrête". CIFRA ("Sur"-Malaga 5/7/61).

Pinos-Puente se trouve à 16 kms. de Grenade et ses terres sont traversées par les rivières Genil, Cubillos et Velillos. Il compte parmi ses 1621 habitations 67 de ces grottes par lesquelles le régime montre son atta-

chement aux traditions. En tout, entre troglodytes, habitants honnêtes, édiles sans vergogne et autres autorités du même acabit la population s'élève à 14.947 personnes. La commune n'est pas pauvre. Elle possède de bonnes terres arables, 7 fabriques d'huile, 2 fabriques de savon, une de farine, une autre pour extraire le marc, 10 moulins à grain, 10 boulangeries, 9 menuiseries, etc. Son commerce compte 90 boutiques d'articles divers, 8 bars, 25 débits de boissons, une caisse d'épargne, une banque, et aucune librairie. Les bars et débits de boissons doivent pallier en partie le manque d'eau potable ; la carence de librairies doit avoir pour but que les habitants ignorent l'utilité et les bénéfices de l'eau potable, ainsi que qu'il existe dans le monde des édiles et des autorités plus honnêtes que ceux que la Providence et la "démocratie organique" ont accordés aux habitants de Pinos-Puente. Le fait qu'il existe des communes à 16 kms. d'une ville telle que Grenade, dans la seconde moitié du XXe siècle, où il n'y a pas encore d'eau potable, est une preuve de tout ce que la Croisade a fait contre la misère et le retard dans les campagnes espagnoles.

Une municipalité démocratique, élue proprement, ainsi que le libre exercice de critique par les administrés, auraient eu raison depuis longtemps de ce malheur qui pèse sur les habitants de Pinos-Puente.

POUVOIR PURIFICATEUR DE LA CROISADE

Avant la Croisade, la Municipalité de Madrid veillant à l'honnêteté commerciale et à l'hygiène de la population soumettait à des inspections régulières le pain et le lait. Bien souvent les conseillers socialistes confisquèrent le pain auquel il manquait du poids ou jetèrent dans les égouts le lait "mouillé", juste châtiment de ceux qui aux règles les plus élémentaires de la décence commerciale. Cette surveillance avait mis fin aux pratiques condamnables des boulangers et des laitiers.

Mais la Croisade, que vint au monde au milieu de torrents de sang, a prétendu, et prétend encore, avoir pour mission de purifier la vie nationale. Pour ce qui est du lait voyons le résultat (qui durera encore, toléré officiellement, jusqu'au 31 décembre de cette année) "...on mettra fin à la fraude, dénoncée publiquement et tolérée, de ce que le 25 pour 100 de ce qui est vendu à Madrid comme étant du lait, soit de l'eau. La pratique de "mouiller" et d'écrémer le lait représente une fraude de 260 millions de pesetas par an. On calcule que journellement on vend des milliers de litres d'eau à Madrid, s'élevant à plus d'un demi million de pesetas. Il y a des établissements où l'on vend, publiquement, du lait à des prix différents, suivant la quantité d'eau additionnée, et cela sans le moindre contrôle ni la moindre garantie pour le consommateur, qui accepte ce que l'on lui donne et paye ce que l'on lui demande". (Felipe Gaziol. "Ya" 27/6/61/).

Le même auteur affirme que "la "Direction Générale des Elevages" a constaté que 10 pour 100 des vaches sont atteintes de tuberculose et un 6 pour 100 sont susceptibles de donner les fièvres de Malte".

Pour remédier au vol et au danger qu'une telle situation représente pour les habitants de Madrid, on va monter deux centrales laitières. On mettra le lait pasteurisé en bouteilles, sans tromperie, en théorie. Voilà le projet.

On veut aussi mettre fin à l'anarchie des prix du lait "mouillé". Mais, peut-il y avoir des garanties alors que le nouveau système est basé sur un monopole entre les mains des éleveurs et des capitalistes, a qui, de façon plus ou moins déclarée, sans contrôle public et sans liberté de presse, on va remettre les deux centrales laitières? Dans le cas, peu probable, que le lait soit pur, les prix, pour garantir le bénéfice capitaliste, vont être très loin de la pureté commerciale. Le scandale du lait nystifié va être remplacé par le monopole laitier.

C'est ainsi que la Croisade franquiste purifie la vie nationale.

C I R C U L A T I O N F I D U C I A I R E

Le bilan de la Banque d'Espagne au 31 juillet montre une augmentation notable des crédits personnels et avec garantie de valeurs. Le chiffre des décomptes diminue et le volume des comptes courants augmente, mais le détail le plus surprenant du bilan consiste dans l'accroissement de la circulation fiduciaire qui passe de 77.955 millions au 31 juin, à 82.535 millions au 31 juillet. C'est à dire, une augmentation de 4.580 millions. On attribue l'expansion monétaire au développement du crédit qui augmente d'un mois à l'autre de 2.007 millions et à la demande de pesetas de la part des touristes.

Cette affluence monétaire, qu'elle ait son origine dans l'accroissement des crédits ou dans la demande de la part des touristes, aura, à n'en point douter, un effet nuisible sur les prix, phénomène qui avait déjà provoqué des commentaires dans la presse franquiste.

M I G R A T I O N E T C A T H O L I C I S M E E S P A G N O L S

G.L. de Torre reproduit des renseignements publiés dans la revue "Vida Nueva" par son envoyé de presse à Gerona. D'après ces renseignements il y a dans les faubourgs de cette ville

- 4.900 personnes, dont le 90 pour 100 originaires de l'Andalousie.
- Le 90 pour 100 des hommes sont des manoeuvres et "touchent des salaires de quelques 250 pts. par semaine (1.125 pts. par mois en comptant 4 semaines et demie chaque mois).
- Les femmes qui trouvent quelques heures de travail dans des emplois domestiques, gagnent 10 pts. de l'heure.
- Seulement le 2 pour 100 des hommes et le 6 pour 100 des femmes accomplissent leurs devoirs religieux dans le faubourg de Gerona".

Par ailleurs, en parlant de la migration intérieure, Mr. de la Torre affirme que "de 1950 à 1960 le 6 pour 100 de la population espagnole a changé de résidence. Le chiffre qui en résulte est 1.800.000". C'est à dire que le phénomène de la migration donne naissance, dans les zones industrielles, à des faubourgs comme celui de Gerona et avec de caractéristiques semblables. Barcelone, Madrid, Bilbao, les Asturies, ont des faubourgs avec des barraquements, de la promiscuité, des salaires extrêmement bas, de l'ignorance, de la saleté et, malgré le tant vanté catholicisme des Espagnols, une indifférence religieuse ou un athéisme, l'athéisme du désespoir.

Comment croire en Dieu alors que la Providence, Saint Jacques, Sint

Mathieu, la Vierge du Pilar et la Macarena sont pour le Caudillo, et que celui-ci et son régime les condamne, eux, pauvres habitants des faubourgs, à une aussi inhumaine existence.

LES ARRESTATIONS ET LES TORTURES CONTINUENT

Les suivantes arrestations ont eu lieu en Vizcaye et en Guipuzcoa, notamment à Bilbao, Saint Sébastien et Eibar :

Felix Arrieta, Eustaquio Narbaiza, Pedro Aguirregomezcorta, Alejandro Ormaetxea, José A. Eizaguirre, Serafin Basauri, Echezarraga, José Urbieta, Ignacio Balerdi, Eduardo Ferran, J.J. Echave, José Maria Quesada, "Getari", Iraki Garay, Iraki Iregui, Manuel Laspiur, Iñaki Basurco, Iñaki Larramendi, José Lizarralde, Evaristo Urrestarazu, Rafael Albisu, Julen Madariaga, Angel Zarraga, Lafuente, Martin San Roman, Elosegui, Ildefonso Iriarte et Magdalena Rica.

A Vitoria ont été arrêtés : Lacalle, Aranzabal, Pérez Cuadrado et Iriondo.

Quelques uns ont été mis en liberté parmi lesquels : Pérez Cuadrado et Magdalena Rica. D'autres ont été transférés à Madrid : Arrieta, Madariaga, Albizu, Balerdi, Larramendi...

Ont été arrêtés depuis des mois, presque des années, sans avoir fait l'objet d'aucune inculpation, et sont toujours en prison : Emilic Agote, Josefa Guereca, Domingo Jauregui et Iñake Allica. Gabriel del Moral vient d'être libéré après un an d'incarcération qui n'a été motivée par la moindre accusation.

La Police a toujours recours aux coups et aux tortures pour obtenir des aveux pendant les interrogatoires. Dans des tracts clandestins distribués à Saint Sébastien on denonce que le jeune Felix Arrieta, de Eibar, accusé d'avoir brûlé deux drapeaux franquistes, a été torturé pendant 16 heures, pour lui extorquer quelques noms. Ce tract finit ainsi : "Les 339 prêtres qui ont signé la lettre adressée à leurs évêques, ont raison une fois de plus".

AMBASSADEURS DE LA DEMOCRATIE ESPAGNOLE

Dans une réunion du Comité de Coordination pour les affaires de l'Espagne -C.I.O.S.L. , C.I.S.C.-, il a été décidé de désigner les camarades Pascual Tomàs -U.G.T.- et Jesús Insausti -S.T.V.- pour qu'ils rendent visite aux dirigeants syndicaux et politiques des organisations d'Angleterre et d'Allemagne à fin de leur exposer les réalités que présente le problème espagnol après 22 ans de dictature franquiste.

La délégation a rendu visite à Londres aux Comités Exécutifs des Trades Unions, du Parti Travailleiste, à l'Internationale Socialiste et au Spain Democate Defence Commettee.

En Allemagne, la délégation s'est entretenu avec la direction de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, l'Eglise Evangéliste, le Conseil Général du syndicat "D.G.B.", le Comité Exécutif du Parti Socialiste Allemand, l'Industrie du Métal et, une seconde fois, avec l'Exécutif de l'organisation syndicale libre "D.G.B."

La délégation a tenu deux importantes conférences de presse auxquelles ont assisté les représentants des principaux journaux du Royaume Uni et de l'Allemagne Occidentale.

Nos camarades Tomàs et Insausti ont déclaré une fois de plus, devant les personnalités visitées, que dans l'Espagne tyranisée par Franco sont formellement interdites les organisations syndicales libres, ainsi que tout mouvement de grève pacifique et revendicative ; qu'il n'y a pas de liberté de presse, ni d'association, ni de réunion, ni de conscience, Ils ont dénoncé l'existence de prisonniers politiques et sociaux dans les géôles franquistes et des milliers d'Espagnols en liberté conditionnée. Ils ont exposé les conditions de salaire et le chômage qui pèsent sur les travailleurs, les obligeant à émigrer vers l'Europe ou l'Amérique.

La délégation espagnole a analysé aussi les effets de la propagande communiste diffusée journalièrement à travers les postes émetteurs des pays dominés par l'U.R.S.S., qui est aussi nuisible à la vraie démocratie que la presse et la radio franquistes.

La délégation a insisté sur le besoin de ce que les gouvernements démocratiques d'Europe et d'Amérique rectifient leur politique à l'égard des dictatures d'Espagne et du Portugal.

Les camarades Pascual Tomàs et Jesús Insausti ont souligné la grande importance politique de la constitution de l'Alliance Syndicale et de l'Union des Forces Démocratiques, ainsi que les fins poursuivies par ces organisations comme instruments d'action antifranquiste, capables de polariser l'opposition démocratique au régime de Franco et rendre possible une solution pacifique du problème espagnol, en vue de quoi l'Espagne a besoin de la solidarité du monde démocratique. Une fois en possession de ses libertés, le peuple espagnol pourra lui même déterminer le régime politique qu'il souhaite pour l'Espagne au moyen d'élections libres et constituantes.

Les personnalités politiques et syndicales, la presse et les personnes représentatives de l'opinion chrétienne qui les ont écoutés, ont manifesté à nos camarades leur vif désir de collaborer avec les forces politiques et syndicales de signe démocratique et de leur offrir la solidarité que mérite le peuple espagnol après tant de sacrifices endurés en faveur de la liberté.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN ESPAGNE

A l'occasion de la rentrée scolaire, les journaux annoncent que 3.915.000 enfants (entre 6 et 12 ans) vont envahir les écoles espagnoles :

2.900.000 iront dans des écoles de l'Etat.
1.015.000 iront dans des écoles privées.

Les écoles privées se trouvent entre les mains de l'Eglise ou sous la direction d'un personnel tout acquis au régime.

Dans les premières et dans les secondes l'enseignement est officiellement et obligatoirement catholique.

Le personnel enseignant qui va s'occuper de ces quatre millions d'enfants totalise 101.000 instituteurs.

72.600 appartiennent à l'échelon des instituteurs d'Etat ;

28.400 appartiennent à des ordres religieux ou sont des laïques tout à fait cléricaux.

38,7 est la moyenne générale d'enfants dans chaque classe ;

35,7 en moyenne, par classe, dans l'enseignement privé ;

39,9 en moyenne, par classe, dans l'enseignement public.

Les fils à papa, ceux qui appartiennent à des classes aisées, vont dans les écoles privées, où les frais d'inscription, livres et autre matériel scolaire sont bien au dessus du maigre salaire des ouvriers. Ces écoles privées sont, pas exclusivement, mais de préférence, les écoles de la bourgeoisie. La moyenne, nettement différente, d'enfants par classe -tout en étant trop élevée dans les deux cas- montre une discrimination qui a son origine dans les différences d'ordre économique.

Le "Patronat pour l'Encouragement et l'Egalité des Possibilités", vient, pour la première fois, en aide des enfants pauvres, d'accorder un crédit de 180 millions de pesetas, pour des vêtements, des cantines scolaires, pour le transport des enfants qui habitent trop loin des écoles et pour du matériel scolaire.

L'encouragement pour l'égalité de possibilités est tellement maigre, tellement dérisoire, qu'il ne sert qu'à dénoncer la carence de l'Etat en matière d'enseignement.

Encore la scolarité obligatoire va de 6 à 12 ans, ce qui est une autre carence de l'Etat franquiste. Pour la faire aller jusqu'à 14 ans d'après le projet qui est à l'étude, il faudrait créer 14.000 classes nouvelles. Il y a tellement à faire pour atteindre ce but, que nous sommes encore très loin de la réalisation de cette pressante nécessité.

Il y a encore des enfants sans école. Il y a des illettrés. Pour qu'il y ait des écoles pour tous les enfants en âge scolaire il faudrait construire 7.000 classes nouvelles, avoue le Ministère de l'Education Nationale. Les illettrés, qui ne savent pas lire, forment le 9,2 pour 100 de la population (d'après ce même Ministère). Les illettrés qui savent à peine lire font légion.

Ceci explique que l'Espagne franquiste verse 30 centimes par habitant et par an, pour subventionner les bibliothèques publiques, alors que les Etats Unis en versent 3 dollars, et que l'Angleterre, l'Allemagne et les pays Scandinaves versent des sommes beaucoup plus importantes.

Ainsi s'explique qu'alors que l'O.E.C. a calculé que tous les pays doivent employer au moins un 2 pour 100 du revenu national dans la recherche scientifique, l'Espagne se libère de cette obligation en n'en employant que le 0,1 pour 100.

L'Espagne a besoin de se défaire de cette misère culturelle en employant plus d'argent pour des écoles de toute sorte, des bibliothèques, la

recherche scientifique, des bourses d'études et l'université. Elle doit prélever cet argent dans les revenus des classes riches et en employer moins pour entretenir une armée démesurée.

Mais une politique de ce genre est incompatible avec le despotisme obscur et clérical qui règne en Espagne. Le despotisme et la culture moderne sont incompatibles. Pour cela, la première et la plus urgente des tâches pour les Espagnols consiste à s'unir dans un bloc démocratique qui chassera de l'Espagne le fléau fasciste qui l'empêche de se lancer sur le chemin du progrès culturel.

=====
=====

N.B.

Nous advertissons nos lecteurs, que c'est à cause du décès de notre chère camarade Louise Gómez, traductrice d'anglais et de français, que nous n'avons put faire paraître "Nouvelles d'Espagne" et "Informations U.G.T." pendant les mois de juillet et août.

Nous tenons à rendre hommage à Madame Gómez pour son aimable caractère et sa bonne volonté dans son travail, qu'elle partagé avec nous ainsi que sa foi. socialiste.

=====
=====

BUREAU D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

69, rue du Taur
Toulouse, H.G.
France

E D I T E U R : José Barreiro.